

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS**  
**ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

AVENANT N° 1 DU 28 NOVEMBRE 2011  
À L'ACCORD DU 30 MAI 2011 RELATIF AUX CONGÉS DE FIN D'ACTIVITÉ

NOR : ASET1250045M

IDCC : 16

---

Le 30 mai 2011, les partenaires sociaux ont conclu un accord portant adaptation des dispositions relatives aux congés de fin d'activité.

Afin de tenir compte de certaines situations particulières, ils ont prévu des dispositions spécifiques, notamment pour les conducteurs et convoyeurs qui pouvaient bénéficier des mesures relatives au départ anticipé à la retraite dit « pour carrière longue ».

Le présent avenant a pour objet de mieux articuler les dispositifs des régimes de congés de fin d'activité et pour carrière longue.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification du point 2.2 B de l'article 2*  
*« Age d'entrée dans les régimes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011 »*

Les dispositions du point B de l'article 2.2. « Cas particuliers » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« B. – Les conducteurs et les convoyeurs âgés de 55 à 57 ans susceptibles de bénéficier des mesures relatives au départ anticipé à la retraite communément appelé “pour carrière longue” dans les conditions fixées par les dispositions réglementaires.

Ils peuvent être pris en charge par les régimes des congés de fin d'activité 5 ans au maximum avant la date à laquelle ils remplissent les conditions pour prétendre à leur pension d'assurance vieillesse à taux plein dans le cadre du dispositif “carrière longue”.

Les conducteurs et convoyeurs concernés par le dispositif susvisé cessent, à la veille de cette date, de percevoir les prestations des congés de fin d'activité versées par le FONGECFA transport et l'AGECFA voyageurs. Cette mesure est d'application automatique. »

Le reste sans changement.

**Article 2**

*Entrée en vigueur*

Le présent avenant entre en vigueur dès sa signature.

### **Article 3**

#### *Dépôt et publicité*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi et de la santé et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-1 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 28 novembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UFT,  
TLF ;  
OTRE ;  
UNOSTRA.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTE CFDT ;  
FGT CFTC ;  
FNCR ;  
SNATT CFE-CGC.